

## AKTUELL

FRANCE

# Le retour de Monsieur Veto

Fabien Grasser

**Malgré sa défaite aux législatives, Emmanuel Macron refuse de nommer à Matignon la première ministre proposée par le Nouveau Front populaire, sorti en tête des élections. Le président français s'entête dans le déni de démocratie et entend imposer la poursuite de sa politique de régression sociale.**

Fumée blanche après trois semaines de conclave : ce mardi 23 juillet, le Nouveau Front populaire (NFP) a enfin proposé une personnalité pour le poste de première ministre, alors qu'il était arrivé en tête à l'issue du second tour des législatives du 7 juillet. Il est peu dire que l'accouchement a été difficile, tant les négociations pour s'entendre sur un nom ont fait ressurgir les divisions entre les partis composant la coalition née au lendemain des européennes et de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale. Au point de désespérer l'électorat qui lui avait accordé sa confiance sur un programme de rupture, résolument ancré à gauche.

Le NFP s'est finalement décidé pour le nom de Lucie Castets. Haute fonctionnaire de 37 ans, elle est inconnue du grand public. Cette experte de la répression de la fraude financière travaille actuellement à la mairie de Paris, après être passée par le Trésor. Elle n'est encartée dans aucun parti, mais milite au sein du collectif « Nos services publics », qu'elle a cofondé en 2021. Dans sa première déclaration publique, elle a dit accepter sa mission « en toute humilité, mais avec beaucoup de conviction », jugeant être une candidate « crédible et sérieuse » pour Matignon.

Emmanuel Macron a balayé cette option d'un revers de la main, moins de deux heures après l'annonce du NFP. Dans une intervention sur France 2 et France Info, en principe dédiée aux Jeux olympiques, le président a posé son veto à sa nomination. Avec l'aplomb dont il est coutumier, il a décrété une « trêve olympique », renvoyant la formation d'un nouveau gouvernement au plus tôt au 15 août. « Le sujet n'est pas un nom donné par une formation politique. La question, c'est : quelle majorité peut se dégager à l'Assemblée pour qu'un gouvernement puisse passer des réformes, passer un budget et faire avancer le pays ? », a-t-il déclaré. Traduction : Macron veut un « front républicain » allant de la gauche à la droite de LR (qui avait pourtant refusé de jouer le jeu des désistements pour faire barrage au RN). Au cœur de ce « bloc central » figurerait sa for-

mation, rebaptisée Ensemble pour la République (EPR), avec pour mission la poursuite de son programme de régression sociale en faveur des plus nantis.

## Glissement irresponsable

Si, au cours de cette même intervention, Macron a enfin fini par reconnaître la défaite de son camp (la deuxième consécutive), il refuse toujours de prendre en compte l'appel au changement que lui a adressé l'électorat. Sur le plan programmatique, il consent, sans surprise, à une ouverture vers la droite et son « pacte législatif », qui s'oppose farouchement à un rééquilibrage fiscal, veut lutter contre ce qu'elle appelle l'assistanat et fantasme un projet sécuritaire et liberticide flirtant avec les idées de l'extrême droite. Il n'envoie en revanche aucun signal en direction de la gauche. Pire, il a affirmé qu'il était exclu de « défaire ce qu'on a fait », en évoquant sa très contestée réforme des retraites.

Lucie Castets a d'ores et déjà annoncé que l'abrogation de celle-ci sera l'une de ses priorités, parmi lesquelles elle liste aussi une « grande réforme fiscale pour que chacun, individus et multinationales, paie sa juste part », une « amélioration du pouvoir d'achat » par la revalorisation des salaires et la « fin de la régression des services publics ». Dans ces conditions, on voit mal comment la gauche pourrait céder aux sirènes macronistes.

La Constitution de la Cinquième République confère certes au seul président le pouvoir de nommer le chef du gouvernement. Mais l'usage républicain veut qu'il appelle à gouverner la formation sortie en tête des élections, quand bien même elle ne disposerait pas d'une majorité absolue, ce qui est le cas du NFP et de ses 193 élus. Des constitutionnalistes, la gauche, mais aussi des voix à droite, comme celle de l'ancien premier ministre Dominique de Villepin, l'exhortent à respecter cette règle démocratique élémentaire. Quitte à revoir la copie si le gouvernement est désavoué par le Parlement. Ou au président de démissionner si le pays s'avère ingouvernable.

Macron n'entend cependant pas se conformer à la volonté démocratique des Français-es, poursuivant son glissement irresponsable vers un régime aux limites de l'illibéralisme. Même s'il ne pourra s'opposer indéfiniment au verdict des urnes, il endosse pour l'instant le costume de Monsieur Veto, le surnom donné à Louis XVI au début de la Révolution française.

## SHORT NEWS

## Frieden veut mieux contrôler les ONG

(fg) – L'ampleur du scandale est sidérante : en quelques mois, une employée de Caritas a détourné 61 millions d'euros en puisant dans les caisses de l'ONG et en contractant des crédits qui représenteraient plus de la moitié de cette somme. Ce détournement pose question sur les procédures de contrôle en vigueur chez Caritas, mais aussi dans les banques qui ont consenti les prêts. À l'issue d'une commission parlementaire jointe à laquelle il a participé le 24 juillet, Luc Frieden a annoncé que « plus un euro ne sera versé à Caritas » par l'État, en attendant que la lumière soit faite sur cette affaire. L'ONG, qui emploie 500 personnes, perçoit chaque année quelque 45 millions d'euros de fonds publics. Le premier ministre a aussi suggéré que l'État devrait renforcer son niveau d'exigence sur le financement public des ONG : « Je ne veux pas formuler une suspicion à l'encontre de toutes les ONG, mais il faut peut-être voir comment les règles de gouvernance et de conformité peuvent être améliorées », a-t-il dit. Cette déclaration ne va pas rassurer les ONG qui se consacrent au développement, alors qu'un bras de fer aussi vif que discret les oppose depuis des mois à Xavier Bettel, lequel a la Coopération sous sa tutelle. Le ministre veut sabrer dans les financements que le gouvernement leur accorde au titre de leurs actions de sensibilisation et de plaidoyer. Bien que cela soit sans rapport, l'affaire Caritas pourrait bien apporter de l'eau à son moulin pour faire passer la pilule, au prétexte de la bonne gestion des deniers publics.

## Margue will gegen „aggressives“ Betteln vorgehen

(mes) – Künftig soll das Strafgesetzbuch um einen zusätzlichen Artikel erweitert werden. Ein Tag nachdem Innenminister Léon Gloden (CSV) seinen Gesetzesvorschlag für einen „verstärkten“ Platzverweis vorstellte (woxx 1796), präsentierte Justizministerin Elisabeth Margue (CSV) am 18. Juli ihr eigenes Gesetzesprojekt, das auf Notunterkünften und Bettetei angewiesene Menschen ins Visier nimmt. Mit dem Projekt, so Margue, gehe das Ministerium auf die scharfe Kritik gegen das Bettelverbot ein. Die „einfache“ Bettetei soll aus dem Strafgesetz gestrichen werden und stattdessen ein neuer Artikel, Nummer 342, hinzukommen. Dieser soll „aggressives“ Betteln strafbar machen. Klarer wird die Angelegenheit nicht: Der Gesetzesvorschlag unterscheidet weder zwischen körperlicher und verbaler Aggressivität, noch soll der Begriff „Aggressivität“ selbst definiert werden. In Anlehnung an das berühmte französische Gesetz „zur inneren Sicherheit“ des 18. März 2003, präsentierte die Ministerin dagegen eine Liste „nicht erschöpfender“ Beispiele: So sollen etwa das Umklammern einer Person oder die Verhinderung des Schließens von Eingangstüren als strafbar gelten. Die genaue Interpretation soll Richter\*innen überlassen werden. In einem Presseschreiben des 24. Juli kritisierte die ASBL „Solidarität mit den Heescherten“ beide Gesetzesprojekte wegen mangelnder Klarheit. Der Verbund wirft der Justizministerin vor, mit dem neuen Artikel immer noch von Armut betroffene Menschen zu kriminalisieren, anstatt einen wirksamen Plan gegen Obdachlosigkeit und Ausgrenzung zu entwickeln.

## Weniger Geld für „Green Events“

(ja) – Am vergangenen Montag gab das Umweltministerium eine weitere Maßnahme bekannt, die sich in das Regierungsmotto „Fir eng Klimapolitik, déi d'Léit mathëlt“ einreicht: Ab dem 1. Oktober stehen weniger Finanzmittel für Organisationen, die nachhaltige Veranstaltungen ausrichten, zur Verfügung. Konkret wird die Beihilfe von 1.500 Euro nur noch ein einziges Mal pro Organisation ausgezahlt, wenn sie das Logo „Green Events“ erhält. Zusätzliche Hilfen, die beim Erreichen verschiedener freiwilliger Kriterien ausbezahlt wurden, werden komplett gestrichen. Nach 2028 ist ganz Schluss mit der Spaßgesellschaft, dann sollen die Beihilfen komplett wegfallen. Dabei war das Programm „Green Events“ eigentlich erfolgreich: Gemeinden haben das Konzept aufgegriffen und zum Teil in ihre Reglemente eingebaut, Cateringunternehmen haben ihre Angebote auf mehr Nachhaltigkeit ausgerichtet und Infrastrukturen wie mobile Geschirrspülwagen wurden geschaffen. Seit September 2019 konnten sich 369 Veranstaltungen mit dem „Green Event“-Logo schmücken, 566 weitere wurden durch die „Superdreckschächt“ oder das „Oekozer Pafendall“ beraten. Insgesamt sollen über 430.000 Personen an solchen Veranstaltungen teilgenommen haben. Obwohl es künftig weniger bis keine finanziellen Hilfen mehr gibt, sollen die Beratungsaktivitäten jedoch weitergeführt werden.